

RÈGLEMENT 33-109 SUR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o, 26^o, 27^o et 34^o; 2007, c. 15)

PARTIE 1 DÉFINITIONS

1.1. Définitions

Dans le présent règlement, on entend par :

« date d'effet de la cessation de relation » : la date à laquelle une personne physique cesse d'être autorisée à exercer des activités nécessitant l'inscription pour le compte d'une société ou d'agir à titre de personne physique autorisée;

« numéro de présentation de renseignements à la BDNI » : le numéro unique attribué par la BDNI chaque fois que des renseignements y sont présentés;

« personne physique autorisée » : dans le cas d'une société inscrite ou d'une personne qui demande à s'inscrire, toute personne physique qui n'est pas inscrite pour exercer l'activité de courtier ou de conseiller pour le compte de la société et qui remplit l'une des conditions suivantes :

a) elle est administrateur, chef de la direction, chef des finances ou chef de l'exploitation de la société ou exerce une fonction analogue;

b) elle a, directement ou indirectement, la propriété véritable d'au moins 10 % des titres avec droit de vote de la société ou exerce une emprise sur ceux-ci;

« personne physique inscrite » : les personnes physiques suivantes :

a) celle qui est inscrite en vue d'exercer l'activité de courtier ou de conseiller pour le compte d'une société inscrite;

b) celle qui est inscrite dans la catégorie de personne désignée responsable;

c) celle qui est inscrite dans la catégorie de chef de la conformité.

« société inscrite » : un courtier inscrit, un conseiller inscrit ou une société de gestion inscrite;

« société parrainante » : les personnes suivantes :

a) dans le cas d'une personne physique inscrite, la société inscrite pour le compte de laquelle elle exerce l'activité de courtier ou de conseiller ou agit à titre de personne désignée responsable ou de chef de la conformité;

b) dans le cas d'une personne physique qui demande à s'inscrire, la société inscrite, ou la personne qui demande à devenir une société inscrite, pour le compte de laquelle elle entend exercer l'activité de courtier ou de conseiller;

c) dans le cas d'une personne physique autorisée, la société inscrite pour le compte de laquelle elle agit;

d) dans le cas d'une personne physique autorisée qui agit pour le compte d'une personne demandant à devenir une société inscrite, cette personne pour le compte de laquelle elle entend agir.

1.2. Interprétation

Les expressions utilisées dans le présent règlement et définies par le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-04 du 21 juin 2007 ont le sens qui leur est donné dans ce règlement.

PARTIE 2 DEMANDE D'INSCRIPTION ET EXAMEN DES PERSONNES PHYSIQUES AUTORISÉES

2.1. Inscription d'un courtier, d'un conseiller ou d'une société de gestion

La personne qui demande à s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de société de gestion présente à l'autorité en valeurs mobilières les documents suivants :

- a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 en format papier;
- b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 à l'égard de chacun de ses établissements autres que le siège, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

2.2. Demande d'inscription d'une personne physique

1) La personne physique qui demande à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières présente à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

2) Malgré le paragraphe 1, la personne physique autorisée qui agit pour le compte d'une société inscrite et demande à devenir personne physique inscrite auprès de celle-ci présente à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

2.3. Rétablissement de l'inscription

L'inscription de la personne physique suspendue en vertu de l'article 7.5 du Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription est rétablie à la date à laquelle la personne présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) le formulaire est présenté au plus tard 90 jours à compter de la date de la suspension;
- b) les renseignements figurant aux rubriques 13 à 16 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 que la personne physique a présenté antérieurement n'ont pas changé depuis la suspension;
- c) la personne physique demande le rétablissement de son inscription dans la catégorie dans laquelle elle était inscrite au moment de la suspension;
- d) la société inscrite qui parraine le rétablissement est inscrite dans la même catégorie que l'ancienne société parrainante de la personne physique.

2.4. Personne physique autorisée

1) La personne physique autorisée présente à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou, si elle y est tenue en vertu du paragraphe 2, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, à la plus éloignée des dates suivantes :

- a) le cinquième jour ouvrable après être devenue personne physique autorisée;
 - b) la date à laquelle la société parrainante demande à s'inscrire.
- 2) Pour l'application du paragraphe 1, la personne physique autorisée présente à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, à condition que les renseignements figurant aux rubriques 13 à 16 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 que cette personne a présenté antérieurement n'aient pas changé depuis la date à laquelle elle a cessé de pouvoir agir à titre de personne physique autorisée pour le compte de son ancienne société parrainante.

2.5. Personne inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises

- 1) Au Manitoba et en Ontario, la personne visée à l'article 2.1 qui est inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises (L.R.O., 1990, c. C.20; C.P.L.M., c. C152) n'est pas tenue de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 conformément au paragraphe *b* de l'article 2.1 à l'égard de ses établissements enregistrés dans la BDNI.
- 2) Au Manitoba et en Ontario, malgré le paragraphe 1 de l'article 2.2, la personne physique qui demande à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières et qui est enregistrée dans la BDNI avec sa société parrainante comme personne inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

PARTIE 3 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE SOCIÉTÉ INSCRITE

3.1. Modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6

- 1) La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières de toute modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard cinq jours ouvrables après la modification.
- 2) Pour l'application du paragraphe 1, l'avis de modification est présenté en format papier au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5.
- 3) Il n'est pas obligatoire de donner avis de la modification au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 si la modification concerne, selon le cas :
- a) un nouvel administrateur, associé ou dirigeant de la société inscrite, dans les cas suivants :
 - i) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 est présenté à l'égard de cette personne conformément à l'article 2.2;
 - ii) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 est présenté à l'égard de cette personne conformément à l'article 2.3;
 - b) la démission ou la cessation des fonctions d'un administrateur, d'un associé ou d'un dirigeant de la société inscrite, si le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 est présenté à l'égard de cette personne conformément à l'article 4.3;
 - c) un établissement autre que le siège de la société inscrite, si le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 est présenté conformément à l'article 3.2.

3.2. Modification touchant un établissement

1) La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières de l'ouverture de tout établissement autre que le siège en présentant, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 au plus tard cinq jours ouvrables après l'ouverture.

2) La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières de toute modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 en présentant, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 au plus tard cinq jours ouvrables après la modification.

3.3. Modification d'autres renseignements concernant l'inscription

La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières de tout changement de vérificateur ou de la date de clôture de l'exercice au plus tard cinq jours ouvrables après le changement.

PARTIE 4 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE PERSONNE PHYSIQUE INSCRITE OU UNE PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE

4.1. Modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4

1) La personne physique inscrite ou autorisée avise l'autorité en valeurs mobilières, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, de toute modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A7 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard cinq jours ouvrables après la modification.

2) Malgré le paragraphe 1, la personne physique inscrite ou autorisée avise l'autorité en valeurs mobilières, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, de toute modification des renseignements contenus à la rubrique 11 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard 10 jours ouvrables après la modification.

3) Malgré le paragraphe 1, la personne physique inscrite ou autorisée avise l'autorité en valeurs mobilières, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, de toute modification des renseignements contenus à la rubrique 3 ou 4 ou au paragraphe 1 de la rubrique 8 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard 20 jours ouvrables après la modification.

4.2. Demande de modification ou de radiation d'une catégorie d'inscription

La personne physique inscrite qui demande la modification ou la radiation d'une catégorie d'inscription présente à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

4.3. Cessation de relation

1) La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières qu'une personne physique inscrite ou autorisée a cessé d'agir pour son compte en présentant, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, un formulaire établi conformément à l'Annexe 33-109A1 et dont les parties A à D ont été remplies dans les cinq jours ouvrables suivant la date d'effet de la cessation de relation.

2) La société inscrite présente, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, un formulaire établi conformément à l'Annexe 33-109A1 et dont la partie E a été remplie dans les 30 jours ouvrables suivant la date d'effet de la cessation de relation avec une personne physique inscrite ou autorisée qui a démissionné ou a été congédiée.

3) La société inscrite fournit à la personne physique inscrite ou autorisée qui en fait la demande un exemplaire du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qu'elle a présenté conformément au paragraphe 1, dans les cinq jours ouvrables suivant la demande.

4) La société inscrite fournit à la personne physique inscrite ou autorisée démissionnaire ou congédiée qui en fait la demande un exemplaire du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qu'elle a présenté conformément au paragraphe 2, à la plus éloignée des dates suivantes :

a) cinq jours ouvrables après la demande;

b) cinq jours ouvrables après la présentation du formulaire.

PARTIE 5 DILIGENCE RAISONNABLE ET CONSERVATION DES DOCUMENTS

5.1. Obligations de la société parrainante

1) La société parrainante prend les moyens nécessaires pour s'assurer de la véracité et de l'exhaustivité des renseignements présentés par les personnes suivantes :

a) toute personne physique inscrite;

b) toute personne physique autorisée;

c) toute personne physique qui demande à s'inscrire et dont cette société est la société parrainante.

2) La société inscrite qui présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A7 au nom d'une personne physique inscrite ou autorisée obtient de celle-ci dans les 45 jours suivant la présentation de ce formulaire un exemplaire du plus récent formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qui a été présenté à son égard.

3) La société parrainante conserve tous les documents qu'elle a utilisés pour remplir l'obligation prévue au paragraphe 1 pendant l'une des périodes suivantes :

a) dans le cas d'une personne physique autorisée, sept ans après la date à laquelle elle a cessé d'agir pour le compte de cette société;

b) dans le cas d'une personne physique inscrite ou d'une personne physique qui demande à s'inscrire, sept ans après la date à laquelle elle a cessé d'agir à ce titre pour le compte de cette société.

4) Si la personne physique inscrite, la personne physique qui demande à s'inscrire ou la personne physique autorisée désigne un mandataire aux fins de signification, la société parrainante conserve l'acte de désignation original signé par la personne pendant la période prévue au sous-paragraphe *b* du paragraphe 3.

5) La société parrainante qui conserve un document conformément au paragraphe 3 ou 4 relativement à des renseignements présentés à la BDNI inscrit sur la première page le numéro de présentation de renseignements à la BDNI.

PARTIE 6 DISPENSE

6.1. Dispense

- 1) L'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie des dispositions du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions prévues par la dispense.
- 2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.
- 3) Sauf en Ontario, cette dispense est accordée conformément à la loi visée à l'annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions, pris par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0274 du 12 juin 2001, vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

PARTIE 7 ABROGATION ET DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

7.1. Abrogation

Le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-05 du 21 juin 2007 est abrogé.

7.2. Date d'entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le •.

ANNEXE 33-109A1

AVIS DE CESSATION DE RELATION AVEC UNE PERSONNE INSCRITE OU AUTORISÉE

Remplir ce formulaire pour aviser les autorités en valeurs mobilières ou les organismes d'autoréglementation (OAR) canadiens compétents que la société parrainante a mis fin à sa relation avec une personne physique inscrite ou autorisée.

Remplir et présenter ce formulaire en ligne sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse www.nrd.ca. Remplir la version imprimée si la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102 est invoquée.

A. Renseignements sur la société

1. Nom
2. Numéro BDNI

B. Renseignements sur la personne physique

1. Nom
2. Numéro BDNI

C. Établissement auquel la personne physique était rattachée

1. Adresse
2. Numéro BDNI

D. Renseignements sur la cessation de relation

1. Date de prise d'effet (date à laquelle la personne physique cesse d'être autorisée à exercer des activités nécessitant l'inscription auprès de la société ou d'agir à titre de personne physique autorisée) :

AAAA/MM/JJ

2. Motif de la cessation de relation

(cocher)

Oui Non

- | | | | |
|--------------------------------------|---|--------------------------|--------------------------|
| Démission | <input type="checkbox"/> à la demande ou à la suggestion de la société? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Licenciement | <input type="checkbox"/> motivé? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Fin de contrat à durée déterminée | <input type="checkbox"/> | | |
| Retraite | <input type="checkbox"/> | | |
| Décès | <input type="checkbox"/> | | |
| Autre raison (donner des précisions) | <input type="checkbox"/> | | |

E. Précisions supplémentaires

(La présentation de renseignements dans cette partie est facultative, sauf si la personne physique a démissionné ou a été licenciée. Dans ce cas, déposer les réponses aux

questions de cette partie dans un délai de 30 jours ouvrables après la date de prise d'effet de la cessation de relation. Déposer le reste du formulaire au plus tard cinq jours ouvrables après la date de prise d'effet de la cessation de relation.)

En cas de démission ou de licenciement (motivés ou non), donner des explications dans l'espace prévu et répondre le mieux possible aux questions suivantes.

Motifs de la démission ou du licenciement :

Si la réponse aux questions suivantes est « oui », donner des précisions (en faisant renvoi aux renseignements fournis ci-dessus, si nécessaire). Les réponses devraient se rapporter aux événements survenus au cours des douze derniers mois.

	Oui	Non
1. La personne physique était-elle accusée d'une infraction criminelle?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. La personne physique a-t-elle fait l'objet d'une enquête menée par une autorité de réglementation du secteur des valeurs mobilières ou du secteur financier?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. La personne physique a-t-elle fait l'objet de mesures disciplinaires internes notables de la part de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle pour des motifs liés à son intégrité ou à sa compétence en tant que personne inscrite?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Des plaintes écrites, des poursuites civiles ou des avis d'arbitrage ont-ils été déposés contre la personne physique ou la société relativement à des activités en valeurs mobilières menée par la personne physique pendant qu'elle était une personne inscrite ou une personne autorisée à agir au nom de la société?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. La personne physique a-t-elle des obligations financières non acquittées envers les clients de la société?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils subi des pertes financières notables ou vu leur réputation entachée en raison de la conduite de la personne physique?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils enquêté sur la personne physique relativement à de possibles manquements importants aux obligations de diligence, obligations réglementaires ou politiques et procédures de conformité de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle? Il peut s'agir d'opérations ou de recommandations de placement inappropriées, de vol ou de détournement de fonds ou de titres des clients, de dissimulation des pertes aux clients, de contrefaçon de signature, de blanchiment d'argent, de fausses déclarations délibérées et d'activités parallèles secrètes.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. La personne physique avait-elle tendance à ne pas respecter les politiques et procédures de conformité de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. La personne physique a-t-elle géré de façon discrétionnaire les comptes de clients ou s'est-elle livrée à des activités nécessitant l'inscription sans être dûment inscrite ou sans l'autorisation de la société?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

10. La société a-t-elle connaissance d'autres faits relatifs à la cessation de relation ou à la conduite l'ayant entraînée qui seraient pertinents pour déterminer l'intégrité ou la compétence de la personne physique en tant que personne inscrite ou autorisée?

F. Collecte et utilisation de renseignements personnels

Les autorités en valeurs mobilières ne peuvent recueillir des renseignements personnels que conformément aux lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés et ne peuvent s'en servir que pour l'application de leurs dispositions.

Pour toute question sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels, communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, on peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information (1 888 528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

G. Mise en garde

Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs. En outre, l'omission de fournir des renseignements importants peut entraîner des sanctions réglementaires, dont une vérification de l'aptitude à l'inscription, ou des mesures d'application de la loi contre la société et (ou) les personnes chargées d'établir les renseignements figurant sur ce formulaire. Il ne faut pas présumer que ces renseignements sont connus des autorités en valeurs mobilières parce qu'ils sont dans le domaine public ou qu'ils ont déjà été communiqués à une autorité en valeurs mobilières ou à un autre organisme. Inclure tout renseignement dont la pertinence est incertaine.

H. Attestation

Donner l'attestation suivante pour présenter ce formulaire en format BDNI :

Je présente ces renseignements en ma qualité de mandataire de la société. En cochant cette case, j'atteste que la société m'a fourni tous les renseignements figurant sur ce formulaire.

Donner l'attestation suivante pour présenter ce formulaire en format papier :

J'atteste que j'ai lu et compris la mise en garde ci-dessus et que les renseignements figurant sur ce formulaire sont, à ma connaissance, exacts et complets.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature

Date (AAAA/MM/JJ/)

ANNEXE 33-109A2 MODIFICATION OU ABANDON DE CATÉGORIES D'INSCRIPTION

Inscrire les renseignements demandés ci-dessous dans la version électronique du formulaire qui se trouve sur le site Web de la BDNI (www.nrd.ca). Si le déposant BDNI souhaite se prévaloir de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102, il doit envoyer le présent formulaire à l'autorité en valeurs mobilières en format papier.

1. Personne physique

Nom : _____

Numéro BDNI : _____

2. Catégories d'inscription

Indiquer les catégories d'inscription ajoutées ou retirées :

3. Renseignements sur l'abandon d'une catégorie

Si la personne abandonne une catégorie d'inscription auprès de la société parrainante dans le territoire intéressé, donner les renseignements suivants :

- plaintes non réglées de clients :

- mesures disciplinaires internes :

- restrictions imposées pour manquement aux obligations réglementaires au cours de son emploi au sein de la société :

- obligations financières à l'endroit de ses clients :

Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières énoncées ci-après et utilisés par elles en vue de l'application de certaines dispositions des lois sur les valeurs mobilières des territoires suivants : Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Nunavut, Manitoba, Ontario, Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest et Yukon.

En présentant cette information, vous consentez à ce que l'autorité en valeurs mobilières qui la reçoit recueille ces renseignements personnels, les dossiers judiciaires, les dossiers émanant d'autres autorités de réglementation publiques ou non publiques ou d'organismes d'autoréglementation, les dossiers de crédit et les relevés d'emploi qui se rapportent à vous et qui lui sont nécessaires, dans le cadre de son examen, pour vérifier, en vertu de ses pouvoirs, que vous demeurez admissible à l'inscription, s'il y a lieu, pendant la durée de votre inscription ou de votre agrément. L'autorité en valeurs mobilières peut recueillir les renseignements notamment auprès d'organismes publics et privés, de personnes physiques et morales, ainsi que d'autres organismes.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels aux autorités en valeurs mobilières des territoires dans lesquels ces renseignements sont déposés, aux adresses et aux numéros de téléphone figurant à l'Appendice A.

Mise en garde

Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs sur un point important.

ATTESTATIONS

L'attestation ci-dessous doit être utilisée lorsque vous présentez le présent formulaire en format BDNI.

Je présente ces renseignements en ma qualité de mandataire de la personne physique visée par cette demande. En cochant cette case, j'atteste que tous les faits déclarés dans ces renseignements m'ont été communiqués par cette personne.

Les deux attestations ci-dessous doivent être utilisées lorsque vous présentez le présent formulaire en format papier.

Je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les renseignements demandés et la mise en garde énoncée au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

Signature du demandeur ou de la personne physique autorisée

Date

Je, soussigné(e), atteste au nom de la société parrainante que la personne physique sera embauchée par la société parrainante comme personne physique inscrite ou personne physique autorisée. J'atteste que j'ai discuté des renseignements demandés dans le présent formulaire avec la personne, ou qu'un directeur de succursale ou un autre membre de la direction ou associé l'a fait, et je suis convaincu(e) qu'elle les comprend parfaitement.

Signature du membre de la direction ou de l'associé autorisé

Date

Nom de la société

**APPENDICE A
AVIS DE COLLECTE ET D'UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS**

Coordonnées

Alberta

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-297-6454

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-4569

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Attention : Director - Legal
Téléphone : 204-945-4508

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur de la réglementation du marché
Téléphone : 506-658-3021

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9
Attention : FOI Officer
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6190

Ontario

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
800 B1920 Broad Street
Regina (Saskatchewan) S4P 3V7
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities Commission of Newfoundland and Labrador
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6
Attention : Director of Securities
Téléphone : 709-729-4189

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Registrar of Securities
Téléphone : 867-667-5225

ANNEXE 33-109A3
ÉTABLISSEMENTS AUTRES QUE LE SIÈGE

Inscrire les renseignements demandés ci-dessous dans la version électronique du formulaire qui se trouve sur le site Web de la BDNI (www.nrd.ca). Si le déposant BDNI souhaite se prévaloir de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102, il doit envoyer le présent formulaire à l'autorité en valeurs mobilières en format papier.

Cocher une case :

Formulaire présenté pour aviser l'autorité en valeurs mobilières de l'ouverture d'un établissement. Remplir le formulaire au complet.

Formulaire présenté pour aviser l'autorité en valeurs mobilières de la fermeture d'un établissement. Remplir le formulaire au complet.

Formulaire présenté pour aviser l'autorité en valeurs mobilières de la modification des renseignements sur un établissement présentés antérieurement. Remplir le formulaire au complet et décrire les renseignements modifiés (par exemple, « numéro de téléphone » ou « type d'établissement ») :

1. Type d'établissements

_____ succursale

_____ sous-succursale

2. Superviseur ou directeur de succursale

Numéro BDNI du superviseur ou du directeur de succursale désigné :

Nom du superviseur ou du directeur de succursale désigné :

3. Renseignements sur l'établissement

Adresse d'affaires : _____

N° de téléphone : () _____

N° de télécopieur : () _____

Adresse postale (si différente de l'adresse d'affaires) :

Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières énoncées ci-après et utilisés par elles en vue de l'application de certaines dispositions des lois sur les valeurs mobilières des territoires suivants : Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-

Écosse, Nouveau-Brunswick, Nunavut, Manitoba, Ontario, Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest et Yukon.

Adresser toute question sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels aux autorités en valeurs mobilières des territoires dans lesquels ces renseignements sont déposés, aux adresses et aux numéros de téléphone figurant à l'Appendice A.

Mise en garde

Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs sur un point important.

ATTESTATIONS

L'attestation ci-dessous doit être utilisée lorsque vous présentez le présent formulaire en format BDNI.

Je présente ces renseignements en ma qualité de mandataire du déposant BDNI. En cochant cette case, j'atteste que toutes les déclarations de fait contenues dans ces renseignements m'ont été communiquées par le déposant BDNI.

L'attestation ci-dessous doit être utilisée lorsque vous présentez le présent formulaire en format papier.

Je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les renseignements demandés et la mise en garde énoncée au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

Signature du membre de la direction ou de l'associé autorisé

Date

Nom de la société

**APPENDICE A
AVIS DE COLLECTE ET D'UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS**

Coordonnées

Alberta

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-297-6454

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-4569

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Attention : Director - Legal
Téléphone : 204-945-4508

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur de la réglementation du marché
Téléphone : 506-658-3021

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9
Attention : FOI Officer
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6190

Ontario

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
800 B1920 Broad Street
Regina (Saskatchewan) S4P 3V7
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities Commission of Newfoundland and Labrador
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6
Attention : Director of Securities
Téléphone : 709-729-4189

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Registrar of Securities
Téléphone : 867-667-5225

ANNEXE 33-109A4

DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE PERSONNE PHYSIQUE ET EXAMEN D'UNE PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « demandeur » désignent la personne physique qui présente la demande d'inscription ou d'autorisation en vertu [du règlement sur l'inscription].

L'expression « société parrainante » désigne la société inscrite au sein de laquelle vous exercerez vos fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée.

L'expression « dérivés » désigne les instruments financiers comme les contrats à terme, les options et les swaps dont le cours, la valeur ou l'obligation de paiement est fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents. Les dérivés peuvent se présenter sous la forme d'instruments, de contrats ou de titres.

L'expression « actionnaire important » désigne tout actionnaire qui détient au total, directement ou indirectement, des titres lui assurant 10 % ou plus des droits de vote rattachés à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation.

L'expression « personne autorisée » désigne, à l'égard d'un membre de l'ACCOVAM, une personne qui est un associé, un administrateur, un dirigeant, un salarié ou un mandataire du membre et qui est autorisée par l'ACCOVAM ou par un autre OAR canadien à remplir toute fonction prescrite par les statuts, règlements ou principes directeurs de l'ACCOVAM.

Plusieurs expressions utilisées dans le présent formulaire sont définies par la législation en valeurs mobilières de votre province ou territoire. Veuillez vous reporter à ces définitions.

[Version en ligne] Si vous avez des questions, veuillez vous adresser à un dirigeant autorisé de votre société parrainante ou à un avocat, ou encore consulter le site Web d'information de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse www.nrd-info.ca.

[Version imprimée] Remplissez le présent formulaire si vous vous prévaluez de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102. Sinon, remplissez et présentez le présent formulaire en ligne sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse www.nrd-info.ca.

Si l'espace prévu ne suffit pas, utilisez une autre feuille en indiquant clairement la section et la rubrique. Veuillez remplir et signer le formulaire, puis l'envoyer aux autorités en valeurs mobilières, organisme d'autoréglementation (OAR) ou autres autorités compétentes au Canada. Le nombre d'exemplaires originaux signés du formulaire à présenter dépend de la province ou du territoire et de l'autorité compétente.

L'omission de répondre à toutes les questions pertinentes peut occasionner un retard dans le traitement de la demande.

Si vous avez des questions, veuillez vous adresser à un dirigeant autorisé de votre société parrainante ou à un avocat, ou encore consulter le site Web d'information de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse www.nrd-info.ca.

Rubrique 1 – Nom

1. Nom légal

Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

2. Autres noms

Utilisez-vous un autre nom que le nom légal indiqué ci-dessus ou avez-vous déjà été connu sous d'autres noms?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.

3. Noms commerciaux

Utilisez-vous ou avez-vous déjà utilisé un nom commercial ou exercé une activité sous un nom commercial qui n'est pas ceux indiqués ci-dessus?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.

Rubrique 2 – Adresse domiciliaire

Indiquez toutes les adresses domiciliaires des dix dernières années, y compris celles à l'étranger.

1. Adresse domiciliaire actuelle

Numéro, rue

Ville, province, territoire ou État, pays, code postal

N° de téléphone : _____

Demeure à cette adresse depuis le : _____
(AAAA/MM)

Si vous demeurez à cette adresse depuis moins de dix ans, veuillez remplir l'appendice B.

2. Adresse postale

Cochez cette case si votre adresse postale est la même que votre adresse domiciliaire actuelle. Sinon, fournissez les renseignements suivants :

Numéro, rue

Ville, province, territoire ou État, pays, code postal

Rubrique 3 – Renseignements personnels

1. Date de naissance : _____
(AAAA/MM/JJ)
2. Lieu de naissance : _____
(ville, province, territoire ou État, pays)
3. Sexe : Féminin Masculin
4. Couleur des yeux :
5. Couleur des cheveux :
6. Taille : _____ po _____ cm
7. Poids : _____ lb _____ kg

Rubrique 4 – Citoyenneté

Renseignements sur la citoyenneté

Quelle est votre citoyenneté?

- Canadienne
- Autre, précisez : _____

Si vous êtes aussi citoyen d'autres pays que le Canada, remplissez la section suivante.

N° de passeport : _____ Pays : _____

Date de délivrance : _____
(AAAA/MM/JJ)

Lieu de délivrance: _____
(ville, province, territoire ou État, pays)

- Cochez cette case si vous n'avez pas de passeport valide.

Rubrique 5 – Territoires d'inscription

Indiquez, en cochant la case appropriée, chaque territoire dans lequel vous demandez l'inscription :

- Alberta
- Colombie-Britannique
- Île-du-Prince-Édouard
- Manitoba
- Nouveau-Brunswick
- Nouvelle-Écosse
- Nunavut

- Ontario
- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

Rubrique 6 – Catégories d’inscription

Catégories

Indiquez, en cochant la case appropriée à l’appendice C, chaque catégorie d’inscription pour laquelle vous présentez le présent formulaire. Si vous êtes une personne physique autorisée, indiquez chaque catégorie qui décrit le poste que vous occupez au sein de votre société parrainante.

Rubrique 7 – Domicile élu et mandataire aux fins de signification

1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous présentez le présent formulaire. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable. Vous pouvez indiquer une adresse domiciliaire. Veuillez remplir l’appendice D pour chaque domicile élu supplémentaire que vous indiquez.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur _____ (le cas échéant)

Adresse électronique : _____ (le cas échéant)

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous pour chaque province ou territoire dans lequel vous avez un mandataire. L’adresse de votre mandataire doit être le domicile élu indiqué ci-dessus. Si votre mandataire est une société, indiquez également le nom de votre personne-ressource.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

Rubrique 8 – Compétences

1. Renseignements sur les cours ou les examens

Veuillez indiquer à l’appendice E les cours et les examens que vous avez réussis ou dont vous avez été dispensé. Sous la rubrique « Autre », précisez vos études postsecondaires et tous vos diplômes.

2. Numéros d'étudiant

Le cas échéant, indiquez ci-dessous vos numéros d'étudiant pour les cours que vous avez réussis :

Institut canadien des valeurs mobilières (ICVM) : _____

Institut des fonds d'investissement du Canada (IFIC) : _____

Institut des banquiers canadiens (IBC) : _____

CFA Institute : _____

Advocis : _____

3. Refus de dispense

Une autorité en valeurs mobilières ou un OAR ont-ils déjà refusé de vous dispenser d'un cours, d'un examen ou d'une obligation en matière d'expérience?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice F.

Rubrique 9 – Établissement d'emploi

Établissement d'emploi

Veillez fournir les renseignements suivants sur l'établissement de votre société parrainante où vous projetez de travailler. Si vous projetez de travailler à plus d'une adresse, veuillez fournir les renseignements sur l'établissement où vous exercerez principalement vos activités.

Numéro BDNI de l'établissement : _____

Numéro d'identification unique (facultatif) : _____

Numéro de transit/numéro de centre de coûts, le cas échéant : _____

Adresse d'entreprise : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

[Pour la version imprimée seulement]

Type d'établissement : Siège Succursale Sous-succursale

Nom du directeur de succursale : _____

Date de prise d'effet : _____

Cochez cette case si l'adresse postale de l'établissement est la même que l'adresse d'entreprise indiquée ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir les renseignements ci-dessous.

Adresse postale : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Rubrique 10 – Emploi actuel et autres activités professionnelles

Veillez fournir à l'appendice G les renseignements demandés sur chacune de vos activités professionnelles actuelles auprès de votre société parrainante et d'autres sociétés. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, donnez des précisions sur votre expérience (par exemple, niveau de responsabilité, valeur des comptes sous votre supervision directe, nombre d'années d'expérience et expérience en matière de recherche, ainsi que le pourcentage de votre temps que vous consacrez à chaque activité).

Rubrique 11 – Emplois précédents

Veillez indiquer à l'appendice H vos antécédents professionnels pour les dix années précédant la date de la présente demande.

Rubrique 12 – Démissions et congédiements

Renseignements sur les démissions et les congédiements

Avez-vous déjà démissionné ou été congédié pour un motif valable par suite d'allégations selon lesquelles vous auriez :

a) commis une infraction à une loi, un règlement, une règle ou une norme de conduite?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice I.

b) manqué à vos obligations de supervision de la conformité aux lois, règlements, règles ou normes de conduite?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice I.

c) commis une fraude ou un détournement de biens, y compris un vol?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice I.

Rubrique 13 – Renseignements à l'intention des organismes de réglementation

1. Autorités en valeurs mobilières

a) Êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été inscrit auprès de l'autorité en valeurs mobilières d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés ou détenez-vous actuellement ou avez-vous déjà détenu un permis délivré par cette autorité pour agir à ce titre?

Oui Non

Cochez cette case si l'information a été enregistrée dans la BDNI sous le numéro que vous utilisez pour présenter cette demande. Sinon, veuillez remplir la section 1a de l'appendice J.

b) L'inscription comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés ou un permis pour agir à ce titre vous a-t-il déjà été refusée dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1b de l'appendice J.

c) L'autorité valeurs mobilières d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays a-t-elle déjà refusé de vous accorder une dispense d'inscription, à l'exception du refus de dispense visé à la rubrique 8 3) du présent formulaire?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1c de l'appendice J.

d) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de procédures disciplinaires ou d'une ordonnance prononcée à la suite de procédures disciplinaires en vertu de la législation en valeurs mobilières ou de la législation sur les dérivés d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1d de l'appendice J.

2. Organismes d'autoréglementation

a) Êtes-vous ou avez-vous déjà été une personne autorisée d'un OAR ou d'un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Cochez cette case si l'information a été enregistrée dans la BDNI sous le numéro que vous utilisez pour présenter cette demande. Sinon, veuillez remplir la section 2a de l'appendice J.

b) Vous a-t-on déjà refusé de devenir une personne autorisée d'un OAR ou d'un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 2b de l'appendice J.

c) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de procédures disciplinaires engagées par un OAR ou un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 2c de l'appendice J.

3. Autres organismes de réglementation

a) Êtes-vous ou avez-vous déjà été inscrit ou détenu un permis pour exercer auprès du public d'autres activités que des activités de courtage ou de conseil en valeurs mobilières ou en dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays (par exemple, agent d'assurance, comptable, avocat ou enseignant)?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 3a de l'appendice J.

b) Vous a-t-on déjà refusé une inscription ou un permis en vertu d'une loi relative à vos qualifications professionnelles et non aux valeurs mobilières dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 3b de l'appendice J.

c) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de procédures disciplinaires en vertu d'une loi relative à vos qualifications professionnelles et non aux valeurs mobilières dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 3c de l'appendice J.

Rubrique 14 – Renseignements sur les infractions criminelles

Les infractions aux lois fédérales comme la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), la Loi sur la concurrence (Canada) et la Loi sur l'immigration (Canada) sont des infractions criminelles qui doivent être signalées en réponse à la présente question. À noter que les plaidoyers et verdicts de culpabilité pour conduite avec facultés affaiblies relèvent du Code criminel (Canada) et doivent être signalés. Si vous avez été reconnu coupable d'une infraction, vous devez le déclarer même si une absolution inconditionnelle ou sous conditions a été prononcée. Vous n'êtes pas tenu de déclarer les crimes ayant fait l'objet d'une absolution inconditionnelle ou sous conditions, pour autant que la mention de l'absolution ait été retirée du casier judiciaire conformément à la Loi sur le casier judiciaire (Canada). Dans ce cas, la bonne réponse serait « non ». Vous n'êtes tenu de déclarer aucune infraction au Code de la route pour laquelle la réhabilitation a été octroyée en vertu de la Loi sur le casier judiciaire (Canada) et n'a pas été révoquée. Dans ce cas, la bonne réponse serait « non ».

Nous pouvons traiter comme une omission de communiquer une information importante toute omission de déclarer une infraction à une loi, à l'exception de la Loi sur les jeunes contrevenants (Canada) et de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (Canada).

Aux questions b et d ci-dessous, si vous ou votre société avez été reconnu coupable d'une infraction ou participé à un programme de mesures de rechange, vous devez déclarer l'infraction même si elle a fait l'objet d'une absolution inconditionnelle ou sous conditions ou si l'accusation a été rejetée ou retirée. Vous n'êtes pas tenu de déclarer les infractions dont vous avez été déclaré coupable et à l'égard desquelles vous avez participé à un programme de mesures de rechange il y a plus de trois ans.

a) Y a-t-il une accusation en instance ou suspendue contre vous relativement à une infraction dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section a de l'appendice K.

b) Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction, omis de contester votre culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *b* de l'appendice K.

c) À votre connaissance, y a-t-il une accusation en instance contre une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important au moment où les faits reprochés ont eu lieu dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *c* de l'appendice K.

Cochez cette case si la société est votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1)a ou enregistrée dans la BDNI, ou les deux. Sinon, veuillez remplir la section *c* de l'appendice K.

d) À votre connaissance, une société a-t-elle déjà été reconnue coupable d'une infraction, omis de contester sa culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions dans une province, un territoire, un État ou un pays lorsque vous en étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *c* de l'appendice K.

Cochez cette case si la société est votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1)a ou enregistrée dans la BDNI, ou les deux. Sinon, veuillez remplir la section *d* de l'appendice K.

Rubrique 15 – Renseignements sur les poursuites civiles

a) Faites-vous ou une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important fait-elle actuellement l'objet d'une poursuite civile pour fraude, vol, dol, fausses déclarations ou inconduite similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *a* de l'appendice L.

b) Avez-vous ou une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà été défendeur ou intimé dans une poursuite civile dans laquelle des allégations de fraude, de vol, de dol, de fausses déclarations ou d'inconduite similaire ont été prouvées dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *b* de l'appendice L.

Rubrique 16 – Renseignements sur la situation financière

1. Faillite

Avez-vous ou une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà :

a) fait l'objet d'une requête de mise en faillite ou fait une cession volontaire relativement à une faillite?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1a de l'appendice M.

b) fait une proposition concordataire en vertu d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1b de l'appendice M.

c) fait l'objet de poursuites en vertu d'une loi sur la liquidation, la dissolution ou les arrangements avec les créanciers?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1c de l'appendice M.

d) fait l'objet de poursuites, intenté des poursuites ou encore conclu un concordat ou un compromis avec des créanciers, y compris la nomination d'un séquestre, d'un séquestre-gérant, d'un administrateur ou d'un syndic par les créanciers ou à leur demande, à titre privé, par un tribunal ou par l'autorité en valeurs mobilières pour prendre possession de vos biens?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1d de l'appendice M.

2. Dettes

Au cours des dix dernières années, avez-vous été incapable d'acquitter une obligation financière totalisant 5 000 \$ ou plus à son échéance ou, à votre connaissance, une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà été incapable d'acquitter une obligation financière à son échéance?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 2 de l'appendice M.

3. Cautionnement ou assurance détournement et vol

Vous a-t-on déjà refusé un cautionnement ou une assurance détournement et vol?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 3 de l'appendice M.

4. Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement

A-t-on déjà prononcé contre vous ou une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important :

- a) une saisie-arrêt? Oui Non
- b) un jugement non exécuté? Oui Non
- c) une directive de paiement? Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 4 de l'appendice M.

Rubrique 17 – Propriété de sociétés de valeurs mobilières

Êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été associé ou actionnaire important d'une société (y compris votre société parrainante) dont les activités sont celles de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice N.

Mandataire aux fins de signification

En présentant ce formulaire, vous attestez que, dans chaque territoire canadien où vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, vous avez procédé à la désignation conformément aux obligations applicables dans ce territoire.

Acceptation de compétence

En présentant ce formulaire, vous acceptez d'être assujéti aux lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, de chaque territoire canadien et aux statuts, règlements, décisions et principes directeurs (ci-après, les « règles ») des OAR auxquels vous le présentez, et vous acceptez la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités que vous exercez à titre de personne inscrite ou d'associé, d'administrateur ou de dirigeant d'une personne inscrite en vertu de ces lois ou à titre de personne autorisée en vertu de ces règles.

Collecte et utilisation des renseignements personnels

Les autorités en valeurs mobilières se servent de vos renseignements personnels pour étudier votre demande d'inscription ou d'autorisation et vérifier que vous remplissez toujours les obligations d'inscription si votre demande est accueillie, et notamment des renseignements communiqués par votre société parrainante, le cas échéant, relativement à votre conduite, présumée ou non.

Ces renseignements sont recueillis en vertu des dispositions des lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés et des règles des OAR. Ils ne sont utilisés qu'aux fins de l'application de ces lois et de ces règles. Outre les renseignements personnels fournis sur ce formulaire, les autorités en valeurs mobilières peuvent avoir besoin de recueillir des renseignements personnels auprès d'autres organismes publics, de services de police, d'OAR et d'organismes non gouvernementaux. Il peut notamment s'agir du casier judiciaire, de dossiers réglementaires, du dossier de crédit et de relevés d'emploi.

En présentant ce formulaire, vous consentez à ce que les autorités en valeurs mobilières et votre société parrainante recueillent et communiquent vos renseignements personnels aux fins de l'inscription et à d'autres fins réglementaires connexes.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de vos renseignements personnels à l'autorité en valeurs mobilières du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice O. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1 888 528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Organismes d'autoréglementation

La collecte de renseignements personnels vise principalement à déterminer votre aptitude à l'inscription ou à l'autorisation et à vérifier que vous continuez à remplir les conditions prévues par la législation en valeurs mobilières applicable et les règles des OAR.

En présentant la présente demande, vous autorisez les OAR concernés à recueillir tout renseignement provenant de toute source, notamment des renseignements personnels confidentiels vous concernant qui sont protégés par la loi, comme le casier judiciaire, le dossier de crédit, les relevés d'emploi, le dossier scolaire et les attestations de réussite de cours, ainsi que les dossiers d'autres autorités réglementaires gouvernementales ou non gouvernementales, commissions de valeurs, bourses ou autres OAR, organismes privés ou publics, personnes physiques ou morales, selon ce qui est nécessaire pour examiner votre demande ou vérifier que vous demeurez apte à l'inscription ou à l'autorisation, conformément à leurs règles, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Vous consentez également au transfert de renseignements confidentiels entre les OAR, commissions de valeurs ou bourses auxquels vous présentez ou pourriez présenter ultérieurement une demande d'inscription ou d'autorisation, ou qui vous ont accordé l'inscription ou l'autorisation, pour déterminer si vous êtes ou demeurez apte à l'inscription ou à l'autorisation, ou dans le cadre d'une enquête ou de l'exercice de tout pouvoir réglementaire, que vous soyez ou non actuellement inscrit auprès d'eux ou autorisé par eux.

En présentant cette demande, vous attestez que vous connaissez les règles des OAR compétents auxquels vous demandez l'inscription ou l'autorisation ou dont votre société parrainante est membre. Vous vous engagez également à vous familiariser avec les règles des OAR auxquels vous ou votre société parrainante adhérez. Vous acceptez d'être lié par les règles modifiées, de les observer, de vous y conformer et de vous tenir informé des modifications ou ajouts éventuels. Vous acceptez la compétence des OAR auxquels vous présentez une demande d'inscription ou d'autorisation ou dont votre société parrainante est membre ou le deviendra, ainsi que celle, le cas échéant, de leurs gouverneurs, administrateurs et comités. Vous convenez que toute inscription ou autorisation accordée en réponse à cette demande peut être radiée, révoquée ou suspendue à tout moment, conformément aux règles applicables des OAR. En cas de radiation ou de révocation, vous devez cesser toutes les activités qui nécessitent l'inscription ou l'autorisation, puis vous abstenir d'offrir des services qui nécessitent l'inscription ou l'autorisation à tout membre des OAR ou toute société autorisée du même groupe que le membre sans obtenir l'autorisation des OAR ou vous inscrire auprès d'eux conformément à leurs règles.

En présentant cette demande, vous vous engagez à aviser les OAR auxquels vous présentez une demande d'inscription ou d'autorisation ou qui vous ont accordé l'inscription ou l'autorisation ou pourraient vous l'accorder ultérieurement de tout changement important dans les renseignements fournis sur ce formulaire, conformément à leurs règles. Vous acceptez que le présent formulaire soit transmis, sans modification, aux OAR auxquels vous pourriez présenter une demande d'inscription ou d'autorisation ultérieurement.

Vous attestez que vous avez discuté des questions posées dans la présente demande et de la présente convention avec un dirigeant autorisé ou un directeur de succursale de votre société parrainante membre et que celui-ci est convaincu, à votre connaissance, que vous avez compris les questions et les conditions de la présente convention. Vous attestez également que vos activités professionnelles seront strictement limitées à celles qui sont autorisées dans votre catégorie d'inscription ou d'autorisation.

Commet une infraction aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés quiconque présente des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

[Version en ligne]

Attestation

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire du demandeur. En cochant cette case, j'atteste que le demandeur m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

[Version imprimée]

Signatures

Demandeur

En signant ci-dessous, vous attestez que :

- vous avez lu et compris les questions du présent formulaire;
- vous comprenez que la présentation de renseignements faux ou trompeurs constitue une infraction aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés;
- tous les renseignements présentés sur le présent formulaire sont véridiques.

Signature du demandeur

Date

Associé ou dirigeant autorisé

En signant ci-dessous, vous attestez que :

- le demandeur sera embauché par la société parrainante comme personne physique inscrite ou autorisée;
- vous avez discuté des questions du présent formulaire avec le demandeur et vous êtes convaincu qu'il les comprend parfaitement.

Nom de la société

Nom du dirigeant autorisé

Titre du dirigeant autorisé

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

Nom

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, nom commercial).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec votre société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

APPENDICE B

Adresse domiciliaire

Rubrique 2

Adresses précédentes

Il n'est pas nécessaire d'indiquer les codes postaux ou les numéros de téléphone correspondant aux adresses précédentes.

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse?

De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse?

De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse?

De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

APPENDICE C

Catégories d'inscription

Rubrique 6

Catégories

Indiquez, en cochant la case pertinente, les catégories dans lesquelles vous demandez l'inscription.

Catégories d'inscription communes à tous les territoires

Dans quelle catégorie de société faites-vous la demande?

- Courtier en placement
- Courtier en épargne collective
- Courtier en plans de bourses d'études
- Courtier sur le marché dispensé
- Courtier d'exercice restreint
- Gestionnaire de portefeuille
- Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint
- Société de gestion

Catégories d'inscription et activités autorisées

- Représentant de courtier
- Représentant-conseil
- Représentant-conseil adjoint
- Personne désignée responsable
- Chef de la conformité
- Dirigeant
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Directeur de succursale (ACCFM)
- Superviseur (ACCOVAM)

Catégories d'inscription particulières à l'Ontario

Dans quelle catégorie de société faites-vous la demande?

- Conseiller financier en placement de produits dérivés
- Conseiller juridique en placement de produits dérivés
- Directeur des placements de produits dérivés
- Négociant-commissionnaire en contrats à terme

Catégories d'inscription et activités autorisées

- Représentant – services-conseils
- Représentant
- Directeur de succursale
- Dirigeant
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Superviseur (ACCOVAM)

Catégories d'inscription particulières au Manitoba

Dans quelle catégorie de société faites-vous la demande?

- Courtier (négociant)
- Courtier (négociant-commissionnaire en contrats à terme)
- Courtier (négociateur en bourse)

- Conseiller

Catégories d'inscription et activités autorisées

- Négociateur en bourse
- Courtier en bourse
- Vendeur
- Directeur de bureau régional
- Conseiller
- Dirigeant
- Administrateur
- Associé
- Superviseur (ACCOVAM)

Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières – Renseignements supplémentaires

Catégories d'autorisation

- Dirigeant
- Administrateur (hors secteur)
- Superviseur
- Investisseur
- Représentant inscrit
- Représentant en placement
- Négociateur

Personnes désignées

- Chef de la conformité
- Chef des finances
- Personne désignée responsable
- Responsable désigné des contrats d'options
- Responsable désigné des contrats à terme et options sur contrats à terme

Activités de négociation

- Non négociant
- Titres de participation
- Options
- Contrats à terme
- Organismes de placement collectif seulement
- Gestion de portefeuille
- Gestion de portefeuille (supervisée)

Type de compte

- Clientèle de détail
- Clientèle institutionnelle
- Sans objet

APPENDICE D

Domicile élu et mandataire aux fins de signification

Rubrique 7

1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous agissez à titre de personne physique inscrite ou autorisée ou demandez à le devenir. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous. Le domicile élu indiqué dans la section précédente doit correspondre à l'adresse du mandataire désigné ci-dessous.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

APPENDICE E

Compétences
Rubrique 8

COURS OU EXAMEN	DATE DE FIN DU COURS OU DE L'EXAMEN	DATE DE LA DISPENSE ET AUTORITÉ OU AGENT RESPONSABLE QUI L'A ACCORDÉE
	(AAAA/MM/JJ)	(AAAA/MM/JJ)
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
Autre : _____	_____	_____

APPENDICE F

Compétences

Rubrique 8

Refus de dispense

Veillez fournir les renseignements suivants sur chaque dispense refusée.

Indiquez l'autorité en valeurs mobilières ou l'OAR qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requise :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____
(AAAA/MM/JJ)

Indiquez l'autorité en valeurs mobilières ou l'OAR qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requise :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____
(AAAA/MM/JJ)

Indiquez l'autorité en valeurs mobilières ou l'OAR qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requise :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____
(AAAA/MM/JJ)

APPENDICE G

Emploi actuel et autres activités professionnelles

Rubrique 10

Étudiant à temps plein

Employé ou travailleur autonome

Depuis le : _____
(AAAA/MM/JJ)

Vous n'êtes tenu de remplir la section suivante que si vous avez indiqué ci-dessus que vous êtes employé ou travailleur autonome.

Renseignements sur l'emploi actuel

Cochez cette case si vous êtes employé par votre société parrainante. Sinon, vous devez indiquer le nom et l'adresse de votre employeur actuel :

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : _____

Décrivez les fonctions que vous exercez ou comptez exercer auprès de votre société parrainante.

Décrivez tout autre emploi ou activité professionnelle ayant trait à cette entreprise ou à cet employeur, qu'ils se rapportent ou non aux placements. Précisez la nature de l'entreprise, vos fonctions, la date de commencement, votre titre ou votre relation avec l'entreprise (notamment les postes d'administrateur ou de dirigeant).

Indiquez le nombre d'heures par semaine que vous consacrerez à ces activités professionnelles :

Cochez cette case si vous travaillez plus de 30 heures par semaine auprès de votre société parrainante. Sinon, veuillez expliquer pourquoi vous travaillez moins de 30 heures par semaine auprès de votre société parrainante.

Déclarez tout risque de confusion chez les clients et tout risque de conflit d'intérêts découlant des activités que vous vous proposez d'exercer comme personne inscrite auprès d'une ou de plusieurs sociétés parrainantes (du même groupe ou non) et de l'autre entreprise décrite ci-dessus (indiquez si cette entreprise est inscrite à la cote d'une bourse). Indiquez si la société a des procédures pour réduire les risques de conflits d'intérêts et confirmez que vous les connaissez.

APPENDICE H

Emplois précédents

Rubrique 11

Veillez fournir les renseignements demandés sur vos activités professionnelles au cours des dix années précédant la date de la présente demande. Comptez toutes les activités, y compris les emplois à temps partiel et à temps plein, le travail autonome, le service militaire et les activités comme personne au foyer. Indiquez notamment les périodes de chômage, d'études à temps plein et les déplacements autorisés pour une période prolongée. (N'indiquez pas les emplois de quatre mois ou moins occupés durant vos études, sauf s'ils étaient dans le secteur des valeurs mobilières.)

Veillez également fournir les renseignements demandés sur les activités en valeurs mobilières et en dérivés (y compris les contrats négociables et les options) que vous avez exercées pendant cette période et auparavant.

- Chômeur
- Étudiant à temps plein
- Employé ou travailleur autonome

De : _____ À : _____
(AAAA/MM/JJ) (AAAA/MM/JJ)

Vous devez remplir la section suivante seulement si vous avez indiqué ci-dessus que vous êtes ou étiez employé ou travailleur autonome.

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre du supérieur immédiat, le cas échéant : _____

Décrivez l'activité de la société, votre poste, vos fonctions et votre relation avec la société. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, veuillez fournir ci-dessous des renseignements sur votre expérience (par exemple, votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe, le nombre d'années d'expérience et l'expérience en matière de recherche, ainsi que le temps consacré à chaque activité) :

Raison pour laquelle vous avez quitté la société :

APPENDICE I

Démissions et congédiements

Rubrique 12

Renseignements sur les démissions et les congédiements

a) Pour chaque infraction à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite qui vous est reprochée, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné ou qui vous a congédié pour un motif valable; 2) s'il s'agit d'une démission ou d'un congédiement pour un motif valable; 3) la date de votre démission ou de votre congédiement pour un motif valable; 4) les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement pour un motif valable.

b) Pour chaque omission de superviser la conformité à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite qui vous est reprochée, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné ou qui vous a congédié pour un motif valable; 2) s'il s'agit d'une démission ou d'un congédiement pour un motif valable; 3) la date de votre démission ou de votre congédiement pour un motif valable; 4) les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement pour un motif valable.

c) Pour chaque fraude ou vol qui vous est reproché, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné ou qui vous a congédié pour un motif valable; 2) s'il s'agit d'une démission ou d'un congédiement pour un motif valable; 3) la date de votre démission ou de votre congédiement pour un motif valable; 4) les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement pour un motif valable.

APPENDICE J

Renseignements à l'intention des organismes de réglementation

Rubrique 13

1. Autorités en valeurs mobilières

a) Pour chaque inscription ou permis, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières auprès de laquelle vous êtes ou étiez inscrit ou qui a délivré le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis; 4) la période pendant laquelle vous étiez inscrit ou déteniez le permis.

b) Pour chaque inscription ou permis refusé, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières qui a refusé l'inscription ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque demande de dispense d'inscription ou de permis refusée, à l'exception de ce qui est indiqué à la rubrique 8 3) du présent formulaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) la partie qui s'est vue refuser la dispense d'inscription ou de permis; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières qui a refusé d'accorder la dispense ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis dont la dispense a été refusée; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

d) Pour chaque ordonnance ou procédure disciplinaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, s'il y a lieu; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, ordonnance ou règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et désigné dans l'ordonnance ou visé par la procédure disciplinaire; 7) tout autre renseignement pertinent.

2. Organismes d'autoréglementation

a) Pour chaque autorisation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui vous a accordé l'autorisation; 3) les catégories d'autorisation; 4) la période d'autorisation.

b) Pour chaque autorisation refusée, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui a refusé l'autorisation; 3) la catégorie de l'autorisation refusée; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou procédure disciplinaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, de toute ordonnance ou de tout règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et désigné dans l'ordonnance ou visé par la procédure disciplinaire; 7) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

3. Autres organismes de réglementation

a) Pour chaque inscription ou permis, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie inscrite ou titulaire du permis (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez également le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'organisme de réglementation ou de la loi régissant l'inscription ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis; 4) la période pendant laquelle la partie était inscrite ou détenait le permis.

b) Pour chaque inscription ou permis refusé, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie qui s'est vue refuser l'inscription ou le permis (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez également le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'organisme de réglementation qui a refusé l'inscription ou le permis ou de la loi en vertu de laquelle elle l'a été; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou procédure disciplinaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie contre laquelle l'ordonnance a été rendue ou la procédure engagée (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'organisme de réglementation qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure ou de la loi en vertu de laquelle elle l'a été; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, ordonnance ou règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et désigné dans l'ordonnance ou visé par la procédure disciplinaire; 7) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

APPENDICE K

Renseignements sur les infractions criminelles

Rubrique 14

Infractions criminelles

a) Pour chaque accusation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le type d'accusation; 2) la date de l'accusation; 3) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant; 4) l'emplacement du tribunal.

b) Pour chaque déclaration de culpabilité, omission de contester la culpabilité ou absolution inconditionnelle ou sous conditions, veuillez indiquer ci-dessous : 1) l'infraction; 2) la date de la déclaration de culpabilité; 3) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

c) Pour chaque accusation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le type d'accusation; 3) la date de l'accusation; 4) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant; 5) l'emplacement du tribunal.

d) Pour chaque condamnation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) l'infraction; 3) la date de la condamnation; 4) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

APPENDICE L

Renseignements sur les poursuites civiles

Rubrique 15

a) Pour chaque poursuite civile en instance, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) les dates auxquelles la demande et la défense ont été présentées; 2) le nom de chaque demandeur; 3) si la poursuite est en instance ou si la décision a été portée en appel; 4) si la poursuite concerne une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important et si vous avez été désigné dans les allégations; 5) le territoire où la poursuite a été intentée.

b) Pour chaque poursuite civile, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) les dates auxquelles la demande et la défense ont été présentées; 2) le nom de chaque demandeur; 3) le territoire où la poursuite a été intentée; 4) si la poursuite concerne une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important et si vous avez été désigné dans les allégations; 5) un résumé de toute décision ou de tout règlement pour une somme supérieure à 10 000 \$. (Indiquez aussi les poursuites réglées sans aveu de responsabilité.)

APPENDICE M

Renseignements sur la situation financière

Rubrique 16

1. Faillite

a) Pour chaque événement, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la requête de mise en faillite ou de la cession volontaire; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) la date de la libération, le cas échéant; 8) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

b) Pour chaque événement, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la proposition concordataire; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

c) Pour chaque événement, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la poursuite; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) la situation actuelle; 4) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 5) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

d) Pour chaque poursuite, concordat ou compromis avec les créanciers, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la poursuite; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) la situation actuelle; 4) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 5) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

2. Dettes

Pour chaque événement, veuillez indiquer ci-dessous : 1) la personne ou société qui ne s'est pas acquittée de ses obligations financières; 2) le montant dû au moment où la personne ou société a manqué à ses obligations; 3) le nom de la personne ou société à qui le montant est ou était dû; 4) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement a été effectué); 5) tout montant actuellement dû; 6) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

3. Cautionnement ou assurance détournement et vol

Pour chaque cautionnement ou assurance refusés, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société de cautionnement ou d'assurance; 2) l'adresse de cette société; 3) la date du refus; 4) les motifs du refus.

4. Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement

Pour chaque saisie-arrêt, jugement non exécuté ou directive de paiement, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le montant dû au moment du prononcé de la saisie-arrêt, du jugement non exécuté ou de la directive de paiement; 2) le nom de la personne ou de la société à qui le montant est ou était dû; 3) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement a été effectué); 4) le pourcentage des bénéfices devant être saisis ou le montant à payer; 5) tout montant actuellement dû; 6) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

APPENDICE N

Propriété des sociétés de valeurs mobilières

Rubrique 17

Indiquez ci-dessous : a) le nom de la société et b) votre relation avec elle.

a) Nom de la société : ___

b) Relation avec la société et durée de la relation :

Associé

De : $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$ / $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$ À : $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$ / $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$ (s'il y a lieu)

Actionnaire important (au sens de la rubrique 13 de la présente annexe)

De : $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$ / $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$ À : $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$ / $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$ (s'il y a lieu)

Si vous êtes associé ou actionnaire important, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Indiquez le nombre, la valeur, la catégorie et le pourcentage de titres ou de parts sociales que vous possédez ou envisagez d'acquérir sur autorisation. Si vous acquérez des actions sur autorisation, indiquez la source (par exemple, actions non émises, ou, en cas de cession, donnez le nom du cédant) :

b) Indiquez la valeur (approximative, si nécessaire) des débetures subordonnées ou des obligations de la société que vous détiendrez ou de tout autre prêt subordonné que vous consentirez à la société (s'il y a lieu) :

c) Indiquez le nom de toute personne ou société qui vous a fourni des fonds pour que vous puissiez les investir dans la société, ainsi que votre relation avec elle :

d) Indiquez si les fonds que vous investirez (ou que vous proposez d'investir) sont garantis directement ou indirectement par une personne ou une société :

Oui

Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle :

e) Indiquez si vous avez directement ou indirectement renoncé à des droits afférents à ces titres ou parts sociales ou si vous avez l'intention, sur autorisation de cette

demande, de renoncer à de tels droits, que ce soit en hypothéquant les titres , en les mettant en gage ou en les grevant d'une charge en garantie :

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle, et décrivez les droits auxquels vous avez renoncé ou renoncerez :

Oui Non

f) Indiquez si le propriétaire véritable des actions, obligations, débentures, parts sociales ou autres billets que vous détenez est une autre personne :

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir les sections *g*, *h* et *i*.

g) Nom du propriétaire véritable :

Nom de famille	Prénom	Deuxième prénom (le cas échéant)	Troisième prénom (le cas échéant)
----------------	--------	-------------------------------------	--------------------------------------

h) Adresse domiciliaire :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

i) Profession :

APPENDICE O

Coordonnées des personnes-ressources pour toute question sur la collecte et l'utilisation de vos renseignements personnels

Coordonnées

Alberta

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-297-6454

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-4569

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Attention : Director - Legal
Téléphone : 204-945-4508

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur de la réglementation du marché
Téléphone : 506-658-3021

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9
Attention : FOI Officer
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6190

Ontario

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
800 B1920 Broad Street
Regina (Saskatchewan) S4P 3V7
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities Commission of Newfoundland and Labrador
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6
Attention : Director of Securities
Téléphone : 709-729-4189

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Registrar of Securities
Téléphone : 867-667-5225

ANNEXE 33-109A5
MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LE
FORMULAIRE PRÉVU À L'ANNEXE 33-109A4

Instructions générales

1. Présenter ce formulaire à l'autorité en valeurs mobilières pour l'aviser de la modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 ou le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, conformément au Règlement 33-109.

2. Si le déposant BDNI souhaite se prévaloir de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102, il doit envoyer le présent formulaire à l'autorité en valeurs mobilières en format papier pour l'aviser des modifications apportées aux renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

3. Si le présent formulaire concerne la modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 ou le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, il doit être signé par un associé ou un membre de la direction autorisés de la société.

1. Type de formulaire

Indiquer la partie du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 ou du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 qui est visée par le présent formulaire. Dans le cas de la mise à jour du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 d'une personne physique, indiquer le nom de la personne.

- Formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, rubrique(s) _____,
- Formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, rubrique(s) _____, nom de la personne physique _____

2. Détails de la modification

Donner des détails sur la modification de chaque rubrique ci-dessus.

Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières énoncées ci-après et utilisés par elles en vue de l'application de certaines dispositions des lois sur les valeurs mobilières des territoires suivants : Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Nunavut, Manitoba, Ontario, Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest et Yukon.

En présentant cette information, vous consentez à ce que l'autorité en valeurs mobilières qui la reçoit recueille ces renseignements personnels, les dossiers judiciaires, les dossiers émanant d'autres autorités de réglementation publiques ou non publiques ou d'organismes d'autoréglementation, les dossiers de crédit et les relevés d'emploi qui se rapportent à vous et qui lui sont nécessaires, dans le cadre de son examen, pour vérifier, en vertu de ses pouvoirs, que vous demeurez admissible à l'inscription, s'il y a lieu, pendant la durée de votre inscription ou de votre agrément. L'autorité en valeurs mobilières peut recueillir les renseignements notamment auprès d'organismes publics et privés, de personnes physiques et morales, ainsi que d'autres organismes.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels aux autorités en valeurs mobilières des territoires dans lesquels ces renseignements sont déposés, aux adresses et aux numéros de téléphone figurant à l'Appendice A.

Mise en garde

Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs sur un point important.

ATTESTATIONS

Je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les dispositions et la mise en garde énoncées au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

Signature de la personne physique inscrite ou autorisée

Date

(La signature n'est pas obligatoire si le formulaire concerne une modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6.)

Si le présent formulaire concerne une modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les dispositions et la mise en garde énoncées au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

Signature du membre de la direction ou de l'associé autorisé

Date

Nom de la société

**APPENDICE A
AVIS DE COLLECTE ET D'UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS**

Coordonnées

Alberta

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-297-6454

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-4569

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Attention : Director - Legal
Téléphone : 204-945-4508

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur de la réglementation du marché
Téléphone : 506-658-3021

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9
Attention : FOI Officer
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6190

Ontario

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
800 B1920 Broad Street
Regina (Saskatchewan) S4P 3V7
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities Commission of Newfoundland and Labrador
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6
Attention : Director of Securities
Téléphone : 709-729-4189

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Registrar of Securities
Téléphone : 867-667-5225

ANNEXE 33-109A6

DEMANDE D'INSCRIPTION À TITRE DE COURTIER, DE CONSEILLER OU DE SOCIÉTÉ DE GESTION (VALEURS MOBILIÈRES ET (OU) DÉRIVÉS)

[version imprimée]

Toute société qui demande l'inscription pour la première fois dans une province ou un territoire du Canada est tenue de remplir ce formulaire. Si l'espace prévu pour répondre à une question ne suffit pas, annexer les détails supplémentaires sur une feuille séparée, en indiquant clairement la section et la rubrique.

Remplir et signer le formulaire, puis le transmettre à l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire du Canada où la société demande l'inscription. Joindre toutes les pièces requises, y compris les annexes, paraphées et datées par un membre de la haute direction.

A. Coordonnées

1. Nom de la société
2. Outre le nom indiqué en 1, indiquer les noms sous lesquels la société exerce ou exercera ses activités et tout nom commercial.

Indiquer la date de prise d'effet et la date de caducité, s'il y a lieu, des noms commerciaux.

3. Indiquer les noms utilisés par la société et tout membre du même groupe qu'elle ou société préexistante au cours des dix dernières années.

4. Adresse

Adresse du siège

Téléphone (ligne terrestre) Télécopieur

Adresse électronique Site Web (inscrire s.o. si cela n'est pas pertinent)

Adresse postale (si elle est différente de celle du siège)

Si le siège n'est pas situé au Canada, la société a-t-elle un établissement au Canada?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer l'adresse postale.

5. Principale personne-ressource de la société (Il s'agit de la principale personne à laquelle les autorités en valeurs mobilières s'adresseront pour régler les questions touchant la demande et les obligations continues. Il peut s'agir de l'avocat externe de la société.)

Nom Téléphone

Nom du cabinet (le cas échéant)

Titre Adresse électronique

6. Domicile élu dans le territoire d'origine

Cocher cette case si le domicile élu est le siège.

7. Responsable de la conformité de la société dans les territoires canadiens où celle-ci demande l'inscription (par exemple, personne désignée responsable et chef de la conformité). S'il s'agit de la personne identifiée en 5, le préciser.

Nom de la personne désignée responsable :	Numéro BDNI :
Titre :	Adresse électronique :
Téléphone :	Province ou territoire :

Nom du chef de la conformité :	Numéro BDNI :
Titre :	Adresse électronique :
Téléphone :	Province ou territoire :

8. Représentant autorisé en chef de la société pour la Base de données nationale d'inscription (BDNI) :

Nom du représentant autorisé en chef de la société :	Numéro BDNI, le cas échéant :
Titre :	Adresse électronique :
Téléphone :	Province ou territoire :

B. Territoires où l'inscription est demandée

		Numéro matricule ou Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)
Alberta	<input type="checkbox"/>	_____
Colombie-Britannique	<input type="checkbox"/>	_____
Île-du-Prince-Édouard	<input type="checkbox"/>	_____
Manitoba	<input type="checkbox"/>	_____
Nouveau-Brunswick	<input type="checkbox"/>	_____
Nouvelle-Écosse	<input type="checkbox"/>	_____
Nunavut	<input type="checkbox"/>	_____
Ontario	<input type="checkbox"/>	_____
Québec	<input type="checkbox"/>	_____
Saskatchewan	<input type="checkbox"/>	_____
Terre-Neuve-et-Labrador	<input type="checkbox"/>	_____
Territoires du Nord-Ouest	<input type="checkbox"/>	_____
Yukon	<input type="checkbox"/>	_____

C. Catégories d’inscription

Catégories d’inscription demandées (cocher toutes celles qui s’appliquent)

Dans tous les territoires ou dans certains territoires où la société demande à s’inscrire (Indiquer les territoires)

- Courtier en placement** _____
- Courtier en épargne collective** _____
- Courtier en plans de bourse d’études** _____
- Courtier sur le marché dispensé** _____
- Courtier d’exercice restreint** _____
- Société de gestion** _____
- Gestionnaire de portefeuille** _____
- Gestionnaire de portefeuille d’exercice restreint** _____

D. Structure et antécédents de la société

1. Type de structure juridique (par exemple, société par actions, société de personnes, entreprise individuelle).
2. Province ou État et pays de résidence de la majorité des membres de la haute direction.
3. Antécédents de la société et de tout membre du même groupe qu’elle (nature et durée de l’activité). Fournir un bref exposé.
4. La société a-t-elle fusionné avec une autre entité, pris des arrangements avec elle ou été restructurée au cours des dix dernières années?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer le nom des entités, les dates pertinentes et le type d’opération.

5. Propriétaire véritables, directs ou indirects, qui exercent une emprise sur des titres leur assurant 10 % ou plus des droits de vote rattachés aux titres avec droit de vote de la société.

Nom	Date de naissance (le cas échéant)	Titre (le cas échéant)	Adresse électronique	Titres (catégorie, type, montant et pourcentage des droits de vote)

6. Principaux actionnaires de la société (dirigeants, administrateurs, membres de la haute direction et personnes physiques autorisées, au sens du Règlement 33-109). (S’il s’agit des personnes indiquées ci-dessus, le préciser.)

Nom	Titre	Adresse électronique	Numéro BDNI

Joindre les documents suivants :

7. Un plan d'activités pour les cinq prochaines années qui précise ce qui suit :

- la nature des services, notamment le types de titres et (ou) de dérivés qui seront placés ou les conseils, discrétionnaires ou non, qui seront fournis.

Dans le présent formulaire, l'expression « dérivés » désigne les instruments financiers comme les contrats à terme, les options et les swaps dont le cours, la valeur ou l'obligation de paiement est fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents. Les dérivés peuvent se présenter sous la forme d'instruments, de contrats ou de titres.

- en ce qui concerne les services financiers offerts, les relations et tout contrat ou convention avec d'autres personnes;

- les modèles d'investissement proposés ou existants pour les portefeuilles de la société, les secteurs et les types de valeurs compris dans les modèles, les recherches à effectuer, etc.;

- les produits que la société compte élaborer ou gérer et le mode de placement;

- les intentions de la société en matière de prestation de services financiers, comme les prêts ou les appels de marge;

- la clientèle visée (par exemple investisseurs qualifiés, investisseurs individuels, types d'institutions);

- le mode de détention des actifs des clients;

- le nom des tiers qui détiennent les actifs;

- la tarification (par exemple courtages, pourcentage des profits, frais d'opération, frais payés d'avance);

- les conventions d'impartition, ainsi que le nom des entités concernées, la date des conventions et la relation avec ces entités;

- la liste des produits qui seront vendus en vertu d'une dispense et les dispenses dont la société compte se prévaloir;

- le nombre prévu de représentants et de succursales;

- les plans en vue d'exercer des activités qui nécessitent un permis et ne sont pas liées aux valeurs mobilières;

- les plans en vue d'exercer des activités qui ne nécessitent pas de permis ou d'inscription et ne sont pas liées aux valeurs mobilières.

8. Un organigramme illustrant les rapports hiérarchiques au sein de la société. Inclure les administrateurs, les membres de la haute direction ou les associés, la personne désignée responsable et le chef de la conformité.

9. Un organigramme des personnes exerçant une emprise et des membres du groupe.

10. Un exemplaire des statuts constitutifs et de tout autre acte constitutif. Si la société est une société de personnes ou une entreprise individuelle, fournir un exemplaire du contrat de société ou de la déclaration d'immatriculation.

E. Normes de capital

1. Si la société existe depuis moins de cinq ans, indiquer l'origine et le montant des capitaux de lancement.

2. Fournir l'information suivante sur les actifs de la société détenus par des institutions financières :

Nom et adresse de l'institution financière	Description de l'actif	Montant (\$)

3A. La société a-t-elle un ou des garants?

Oui Non

Si la réponse est « oui » et que les garants ont un numéro BDNI, indiquer ce numéro :

Si la réponse est « oui », indiquer le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique du ou des garants.

Si la réponse est « oui », indiquer toute influence que le ou les garants peuvent exercer sur la société et tout risque de conflit d'intérêts entre la société et les personnes physiques se portant garants. Indiquer comment la société compte réduire ce risque.

3B. La société agit-elle à titre de garant? Si la réponse est « oui », fournir des précisions.

4. La société a-t-elle signé des conventions de subordination de prêts consentis par une personne avec qui elle a des liens?

Oui Non

Si la réponse est « oui », joindre un exemplaire de chaque convention.

Joindre les documents suivants :

- Le formulaire de calcul du capital (pour les sociétés qui ne sont pas membres d'un organisme d'autoréglementation (OAR), remplir le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1; pour les membres d'un OAR, remplir le formulaire de calcul du capital dont le dépôt est exigé par l'OAR).

- Les états financiers vérifiés au cours des 90 derniers jours. (Remarque : le bilan d'ouverture est acceptable si la société est en démarrage.)

F. Information financière

1. Clôture de l'exercice (MM/JJ)
(Si la société n'a pas de date de clôture de l'exercice, l'indiquer et fournir des précisions.)
2. Vérificateur de la société
3. Assurance (pour les activités en valeurs mobilières dans tous les territoires)

Nom de l'assureur	Conditions particulières	Numéro de police
Couverture (\$)	Franchise (\$)	Date de renouvellement

Territoires dans lesquels la société est assurée :

Si la société a présenté une demande de dispense de l'obligation de souscrire une assurance d'institution financière, préciser en quoi l'assurance qu'elle a souscrite y équivaut ou offre une couverture plus appropriée.

La société est-elle assurée dans tous les territoires où elle demande l'inscription?

Oui Non s.o.

Si la réponse est « non » ou « s.o. », fournir des explications. _____

4. La société ou les membres du même groupe qu'elle ont-ils déjà fait faillite ou fait une cession dans le cadre d'une faillite?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire les causes et les circonstances, préciser si l'opération était volontaire ou non et indiquer le territoire.

5. Un séquestre ou un séquestre-gérant a-t-il déjà été nommé par ou pour la société ou un membre du même groupe qu'elle?

Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions, en indiquant la date et le territoire.

6. Au cours des dix dernières années, la société

s'est-elle vue refuser un cautionnement? Oui Non

a-t-elle présenté une réclamation en vertu d'un
cautionnement?
a-t-elle vu son cautionnement révoqué?

Oui Non
Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions sur le cautionnement, en indiquant la date et le territoire, ainsi que les motifs du refus, de la réclamation ou de la révocation.

7. La société a-t-elle présenté des réclamations à son assureur au cours des dix dernières années relativement à ses activités en valeurs mobilières?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer le montant de la réclamation, la date et le territoire.

Joindre les documents suivants :

- Une lettre d'instructions autorisant le vérificateur à effectuer toute vérification de la société que l'autorité en valeurs mobilières peut exiger pendant que la société est inscrite. La lettre doit préciser que la société assumera les frais de la vérification et fournira à l'autorité en valeurs mobilières un exemplaire du rapport sur demande.
- La résolution du conseil d'administration concernant la suffisance de l'assurance pour les activités en valeurs mobilières.

G. Activités

1. La société est-elle en conflit d'intérêts relativement aux opérations financières ou en valeurs mobilières de ses clients, notamment en raison de relations ou d'ententes d'indication de clients avec d'autres personnes inscrites ou du fait que des membres du même groupe qu'elle sont inscrits dans la catégorie dans laquelle la société demande à s'inscrire?

Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions.

2. La société prend-elle ou a-t-elle l'intention de prendre possession de fonds et (ou) de titres de ses clients?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer le nom et l'adresse de chaque banque auprès de laquelle la société détient les comptes en fidéicommiss.

Joindre les documents suivants :

- Le manuel des politiques et procédures.
- La documentation d'ouverture de compte, dont le formulaire « Connaissance du client » de la société.
- La politique écrite en matière de répartition équitable des possibilités de placement (conseillers seulement).

- Un exemplaire du papier à en-tête et une carte de visite de la société.
- Les documents promotionnels que la société se propose de diffuser.
- Un exemplaire du contrat de travail ou de mandat type de la société avec les personnes physiques inscrites indiquant expressément les conditions de rémunération.
- Le cas échéant, les documents destinés aux clients, comme les plans financiers, la politique de placement et (ou) les conventions de gestion des placements.

H. Inscription, permis et adhésions (relatifs aux services financiers)

1. La société ou les membres du même groupe qu'elles sont-ils actuellement ou ont-ils déjà été inscrits comme courtiers ou conseillers en valeurs mobilières ou en dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer le ou les territoires, les catégories d'inscription, la date d'inscription et la date d'expiration de l'inscription, le cas échéant.

2. La société est-elle membre d'une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, d'un OAR ou d'un organisme analogue dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer les organismes et les territoires.

Si la réponse est « non », la société a-t-elle déjà demandé à s'inscrire auprès d'une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, d'un OAR ou d'un organisme analogue, ou à en devenir membre?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer les organismes et les territoires.

3. La société ou les membres du même groupe qu'elle sont-ils actuellement ou ont-ils déjà été inscrits dans une province, un territoire, un État ou un pays en vertu d'une loi qui prescrit la détention d'un permis ou l'inscription pour agir comme courtier ou conseiller en produits financiers autres que des valeurs mobilières (par exemple, prêts hypothécaires, planification financière, assurance-vie, dérivés, etc.)?

Oui Non

Si la réponse est « oui », indiquer le type de permis ou d'inscription, le territoire, la date d'inscription et la date d'expiration de l'inscription, le cas échéant.

4. La société a-t-elle actuellement des clients dans le territoire où elle demande l'inscription?

Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions.

5. La société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante ont-ils déjà conclu une entente de règlement avec une autorité de réglementation du secteur financier ou un des organismes visés à la question 2, ci-dessus?

Oui Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions.

6. Une autorité de réglementation du secteur financier ou un organisme visé à la question 2 ont-ils déjà :

- | | Oui | Non |
|---|--------------------------|--------------------------|
| a) déterminé que la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante a fait une fausse déclaration ou commis une omission? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| b) déterminé que la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante a enfreint les lois ou règlements d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays ou contrevenu aux règles d'un OAR ou d'une bourse de marchandises? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| c) déterminé que la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante n'est pas apte à l'inscription, à l'octroi d'un permis ou à l'adhésion? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| d) refusé à la société, à un membre du même groupe qu'elle ou à une société préexistante l'inscription, un permis ou une adhésion dans une province, un territoire, un État ou un pays pour exercer des activités dans le secteur des valeurs mobilières ou un autre secteur? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| e) suspendu ou révoqué l'inscription, le permis ou l'adhésion de la société, d'un membre du même groupe qu'elle ou d'une société préexistante? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| f) nommé un surveillant pour la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| g) rendu une ordonnance concernant la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante relativement à des activités en valeurs mobilières (par exemple, une interdiction d'opérations)? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| h) refusé à la société, à un membre du même groupe qu'elle ou à une société préexistante une dispense d'inscription, de permis ou d'adhésion dans une province, un territoire, un État ou un pays? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| i) assorti de conditions l'inscription ou l'adhésion de la société, d'un membre du même groupe qu'elle ou d'une société préexistante? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Si la réponse est « oui » à l'une de ces questions, donner des précisions, en indiquant notamment l'autorité ou l'organisme, le territoire et la date.

7. Au cours des dix dernières années, la société a-t-elle :

- | | Oui | Non |
|---|--------------------------|--------------------------|
| a) fait l'objet d'une ordonnance ou d'une procédure d'une autorité de réglementation du secteur financier, d'une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, d'un OAR ou d'un organisme analogue dont elle est membre? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| b) été sanctionnée par une autorité de réglementation du secteur financier, une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, un OAR ou un organisme analogue dont elle est membre? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Si la réponse est « oui » à l'une de ces questions, décrire la procédure ou la sanction, l'autorité, l'OAR ou l'organisme et indiquer les dates pertinentes.

8. La société se trouve-t-elle actuellement dans une situation qui pourrait donner lieu à une réponse positive à la question 6 ou 7 de la présente section?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire la situation.

I. Poursuites

1. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils déjà été condamnés en vertu des lois d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire le type de condamnation, en indiquant la date et le territoire.

2. Des accusations sont-elles actuellement portées contre la société ou un membre du même groupe qu'elle en vertu des lois d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire les accusations et indiquer le territoire.

3. Des poursuites civiles engagées contre la société ou les membres du même groupe qu'elles sont-elles en instance?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire la nature de la poursuite, l'état de la cause et la demande particulière.

4. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils déjà été condamnés pour fraude ou vol par un tribunal civil, pénal ou administratif?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire l'affaire, en indiquant la date et le territoire.

5. La société ou les membres du même groupe qu'elles sont-ils sous le coup de décisions judiciaires ou de causes de préférence?

Oui Non

Si la réponse est « oui », décrire les décisions ou les causes de préférence, en indiquant la date et le territoire.

J. Régime d'inscription canadien

1. Choix de se prévaloir du régime d'inscription canadien (RIC)

La société a-t-elle choisi de se prévaloir du RIC?

Oui Non

Si la réponse est « oui », en présentant ce formulaire, la société :

- atteste que, dans chaque territoire canadien dans lequel elle a désigné un mandataire aux fins de signification, elle a procédé à la désignation conformément aux obligations applicables dans ce territoire;

- est assujettie aux lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, de chaque territoire canadien dans lequel elle demande à s'inscrire, et accepte la

compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités qu'elle exerce à titre de personne inscrite en vertu de ces lois;

- renonce à tout droit d'invoquer en défense devant ce tribunal ou dans cette instance l'incompétence à intenter l'instance.

Joindre les documents suivants :

- le formulaire établi conformément à l'Annexe 31-101A1;
- un chèque payable à chaque autorité en valeurs mobilières à laquelle la société demande l'inscription;
- la confirmation que la société est assurée dans tous les territoires où elle demande l'inscription.

K. Collecte de renseignements personnels

Les autorités en valeurs mobilières se servent des renseignements personnels sur les personnes visées par ce formulaire pour étudier la présente demande et vérifier que la société remplit toujours les obligations d'inscription si sa demande est accueillie.

Les autorités en valeurs mobilières peuvent recueillir ces renseignements en vertu des lois sur les valeurs mobilières et les dérivés et ne peuvent se servir de renseignements personnels qu'aux seules fins de leur application. Elles peuvent recueillir des renseignements personnels à partir de la présente demande, de casiers judiciaires, de dossiers d'autres autorités de réglementation ou d'OAR, de dossiers de crédit, de relevés d'emploi et auprès d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, de personnes physiques ou morales et d'autres organisations. Elles peuvent aussi recueillir des renseignements personnels indirectement.

Les autorités en valeurs mobilières peuvent également fournir les renseignements personnels des personnes physiques visées par le présent formulaire à d'autres autorités de réglementation, OAR, organismes analogues ou bourses dans le cadre d'une enquête ou du traitement de toute question d'ordre réglementaire.

Les personnes physiques visées par le présent formulaire peuvent adresser leurs questions sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels à l'autorité en valeurs mobilières du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, on peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information (1 888 528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

En remplissant cette section, vous :

reconnaissez que l'autorité en valeurs mobilières des territoires concernés peut recueillir les renseignements personnels des personnes physiques visées par ce formulaire et les communiquer à toute autorité en valeurs mobilières, tout OAR, organisme analogue ou bourse dans le cadre d'une enquête ou du traitement d'une question d'ordre réglementaire;

attestez que les personnes physiques visées par ce formulaire ont été avisées que leurs renseignements personnels figurent sur ce formulaire, des raisons juridiques de leur communication, de l'utilisation qui en sera faite et des moyens d'obtenir de plus amples renseignements.

Nom du dirigeant autorisé à signer

Titre du dirigeant autorisé à signer

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

L. Acceptation de compétence et désignation d'un mandataire aux fins de signification (Les sociétés qui sont non-résidentes doivent remplir cette section pour chaque territoire dans lequel elles demandent l'inscription.)

En présentant ce formulaire, la société :

- accepte d'être assujettie aux lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, de chaque territoire canadien dans lequel elle demande à s'inscrire, et accepte la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités qu'elle exerce à titre de personne inscrite en vertu de ces lois;
- désigne le mandataire à l'adresse ci-dessous aux fins de signification de tout document émanant de ce tribunal ou relatif à cette instance.

Nom de la société

Territoire de constitution de la société

Coordonnées du mandataire

Nom du mandataire aux fins de signification (le « mandataire »)

Adresse du mandataire et territoires dans lesquels la société demande l'inscription

Nom du cabinet (le cas échéant)

Téléphone

Télécopieur

Adresse électronique

La société accepte de déposer un nouvel acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification si les changements suivants se produisent moins de six ans après que son inscription a pris fin :

- tout changement de nom ou d'adresse du mandataire;
- tout changement de mandataire de la société.

Le nouvel acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification doit être déposé au moins 30 jours avant la prise d'effet du changement.

Le présent acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification est régi par les lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, du territoire canadien concerné.

Autorisation de la société

Nom du dirigeant de la société autorisé à signer

Titre du dirigeant de la société autorisé à signer

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

Autorisation du mandataire

En signant si-dessous, vous acceptez d’agir comme mandataire aux fins de signification pour la société conformément aux conditions des présentes.

Nom du dirigeant du mandataire autorisé à signer

Titre du dirigeant du mandataire autorisé à signer

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

Joindre les documents suivants :

1. La déclaration de la société sur la protection des renseignements personnels
2. Le consentement signé de la société à la collecte des renseignements personnels

M. Signatures

En signant ci-dessous, vous attestez que :

- vous avez lu et compris les questions du présent formulaire;
- vous comprenez que la présentation de renseignements faux ou trompeurs constitue une infraction aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés;
- tous les renseignements présentés sur le présent formulaire sont véridiques..

Nom de la société

Nom du dirigeant autorisé à signer

Titre du dirigeant autorisé à signer

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

Attesté par un avocat, un notaire ou un commissaire à l’assermentation :

Nom

Titre

Signature
(préciser la qualité du signataire : avocat, notaire ou commissaire à l'assermentation)

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A

Personnes-ressources pour toute question concernant la collecte et l'utilisation des renseignements personnels.

Alberta

Alberta Securities Commission
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-297-6454

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou 800-373-6393
(en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-4569

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Attention : Director - Legal
Téléphone : 204-945-0605

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur de la réglementation du marché
Téléphone : 506-658-3021

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9
Attention : FOI Officer
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6190

Ontario

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou 877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
800 B1920 Broad Street
Regina (Saskatchewan) S4P 3V7
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities Commission of Newfoundland and Labrador
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6
Attention : Director of Securities
Téléphone : 709-729-4189

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Registrar of Securities
Téléphone : 867-667-5225

ANNEXE 33-109A7

**AVIS DE RÉTABLISSEMENT DE L'INSCRIPTION D'UNE PERSONNE
PHYSIQUE INSCRITE OU D'UNE PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE**

Le présent formulaire ne peut être utilisé que si les renseignements fournis sous les rubriques 13 (Renseignements à l'intention des organismes de réglementation), 14 (Renseignements sur les infractions criminelles), 15 (Renseignements sur les poursuites civiles) et 16 (Renseignements sur la situation financière) du formulaire prévu à l'Annexe 33-109F4 n'ont pas changé depuis que vous avez quitté votre ancienne société parrainante.

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « demandeur » désignent la personne qui présente le formulaire.

L'expression « ancienne société parrainante » désigne la dernière société inscrite au sein de laquelle vous avez exercé des fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée.

L'expression « nouvelle société parrainante » désigne la société inscrite au sein de laquelle vous commencerez à exercer des fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée après le transfert de votre inscription.

Plusieurs expressions utilisées dans le présent formulaire sont définies dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, Demande d'inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée, que vous avez présenté pour vous inscrire, ou dans d'autres textes de la législation en valeurs mobilières de votre province ou territoire. Veuillez vous reporter à ces définitions.

[*Version en ligne*] Si vous avez des questions, veuillez vous adresser à un dirigeant autorisé de votre société parrainante ou à un avocat, ou encore consulter le site Web d'information de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse www.nrd.ca.

[*Version imprimée*] Remplissez le présent formulaire si vous vous prévaluez de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102. Sinon, remplissez et présentez le présent formulaire en ligne sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse www.nrd.ca.

L'omission de répondre à toutes les questions pertinentes peut occasionner un retard dans le traitement de la demande.

Rubrique 1 – Nom

- 1. Numéro BDNI :**
- 2. Nom légal**

Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

- 3. Date de naissance (AAAA/MM/JJ) :**

- 4. Noms commerciaux**

Exercez-vous une activité sous un nom commercial qui n'est pas ceux indiqués ci-dessus ou comptez-vous le faire?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.

Rubrique 2 – Domicile élu et mandataire aux fins de signification

1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous présentez le présent formulaire. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable. Vous pouvez indiquer une adresse domiciliaire. Veuillez remplir l'appendice B pour chaque domicile élu supplémentaire que vous indiquez.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur _____ (le cas échéant)

Adresse électronique : _____ (le cas échéant)

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous pour chaque province ou territoire dans lequel vous avez un mandataire. L'adresse de votre mandataire doit être le domicile élu indiqué ci-dessus. Si votre mandataire est une société, indiquez également le nom de votre personne-ressource.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

Rubrique 3 – Régime de passeport/régime d'inscription canadien

Le présent formulaire est-il déposé en vertu du régime de passeport ou du régime d'inscription canadien?

Oui Non

Rubrique 4 – Territoires d'inscription

Indiquez, en cochant la case appropriée, chaque territoire dans lequel vous demandez l'inscription :

Alberta

Colombie-Britannique

Île-du-Prince-Édouard

Manitoba

Nouveau-Brunswick

Nouvelle-Écosse

Nunavut

- Ontario
- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

Rubriques 5 – Catégories d’inscription

Indiquez, en cochant la case appropriée à l’appendice C, chaque catégorie dans laquelle votre inscription est rétablie. Si vous êtes une personne physique autorisée, indiquez chaque catégorie qui décrit le poste que vous occupez au sein de votre société parrainante.

Rubrique 6 – Emploi précédent

Veillez fournir les renseignements suivants sur votre ancienne société parrainante.

Nom :

Numéro BDNI de l’établissement :

Date à laquelle vous avez cessé d’être autorisé à agir au nom de votre ancienne société parrainante à titre de personne physique inscrite ou autorisée (AAAA/MM/JJ) :

Motif de la cessation de fonctions :

Rubrique 7 – Démissions et congédiements

Avez-vous démissionné de votre ancienne société parrainante ou été congédié par celle-ci pour un motif valable par suite d’allégations selon lesquelles vous auriez :

a) commis une infraction à une loi, un règlement, une règle ou une norme de conduite?

- Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l’appendice D.

b) manqué à vos obligations de supervision de la conformité aux lois, règlements, règles ou normes de conduite?

- Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l’appendice D.

c) commis une fraude ou un détournement de biens, y compris un vol?

- Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l’appendice D.

Rubrique 8 – Nouvelle société parrainante et autres activités professionnelles ou emplois

Nom de votre nouvelle société parrainante :

Veillez fournir à l'appendice E les renseignements demandés sur vos activités professionnelles auprès de votre nouvelle société parrainante et, le cas échéant, vos autres activités professionnelles ou emplois.

Rubrique 9 – Établissement d'emploi

Veillez fournir les renseignements suivants sur votre nouvelle société parrainante. Si vous projetez de travailler à plus d'une adresse, veuillez fournir les renseignements sur l'établissement où vous exercerez principalement vos activités.

Numéro BDNI de l'établissement : _____

Numéro d'identification unique (facultatif) : _____

Numéro de transit/numéro de centre de coûts, le cas échéant : _____

Adresse d'entreprise : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

[Pour la version imprimée seulement]

Type d'établissement : Siège Succursale Sous-succursale

Nom du directeur de succursale : _____

Date de prise d'effet : _____

Cochez cette case si l'adresse postale de l'établissement est la même que l'adresse d'entreprise indiquée ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir les renseignements ci-dessous.

Adresse postale : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Date à laquelle vous serez autorisé à agir au nom de la société à titre de personne physique inscrite ou autorisée (AAAA/MM/JJ) :

Rubrique 10 – Propriété de sociétés de valeurs mobilières

Êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été associé ou actionnaire important d'une société (y compris votre société parrainante) dont les activités sont celles de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice F.

Déclarations

En présentant ce formulaire, vous déclarez que l'acceptation de compétence, le consentement à la collecte et à l'utilisation des renseignements personnels et l'autorisation donnée aux OAR (le cas échéant) qui figurent dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 sont encore valides et s'appliquent au présent formulaire.

Vous déclarez que vous êtes tenu d'aviser l'autorité en valeurs mobilières de toute modification des renseignements présentés sur le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 et attestez qu'à la date de présentation du présent formulaire, toute modification de ces renseignements a été déclarée. En cochant les cases ci-dessous, vous attestez que les renseignements visés n'ont pas été modifiés :

- Renseignements à l'intention des organismes de réglementation
- Renseignements sur les infractions criminelles
- Renseignements sur les poursuites civiles
- Renseignements sur la situation financière

Si vous demandez le rétablissement de votre inscription, vous déclarez également que toutes les conditions de votre inscription que vous n'avez pas remplies auprès de votre ancienne société parrainante resteront valides auprès de votre nouvelle société parrainante.

Commet une infraction aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés quiconque présente des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

[Version en ligne]

Attestation

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire du demandeur. En cochant cette case, j'atteste que le demandeur m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

[Version imprimée]

Signatures

Demandeur

En signant ci-dessous, vous attestez que :

- vous avez lu et compris les questions du présent formulaire;
- vous comprenez que la présentation de renseignements faux ou trompeurs constitue une infraction aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés;
- tous les renseignements présentés sur le présent formulaire sont véridiques.

Signature du demandeur

Date (AAAA/MM/JJ)

Nouvelle société parrainante (associé ou dirigeant autorisé)

En signant ci-dessous, vous attestez que :

- le demandeur sera embauché par la nouvelle société parrainante comme personne physique inscrite ou autorisée;
- vous avez discuté des questions du présent formulaire avec le demandeur et vous êtes convaincu qu'il les comprend parfaitement;

- si la personne physique demande le rétablissement de son inscription, la nouvelle société parrainante reconnaît que toutes les conditions de l'inscription de la personne qui n'ont pas été remplies auprès de son ancienne société parrainante resteront valides et convient d'assumer toutes les obligations qui lui incombent en vertu de ces conditions.

Nom de la société

Nom du dirigeant autorisé

Titre du dirigeant autorisé

Signature

Date (AAAA/MM/JJ)

**APPENDICE A
NOMS COMMERCIAUX**

Veillez fournir les renseignements ci-dessous sur chaque nom commercial que vous utilisez actuellement ou comptez utiliser.

Nom

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, nom commercial).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Si le nom sera utilisé en lien avec votre nouvelle société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Nom

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, nom commercial).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Si le nom sera utilisé en lien avec votre nouvelle société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Nom

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, nom commercial).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Si le nom sera utilisé en lien avec votre nouvelle société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

APPENDICE B
DOMICILE ÉLU ET MANDATAIRE AUX FINS DE SIGNIFICATION

1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous agissez à titre de personne physique inscrite ou autorisée ou demandez à le devenir. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous. Le domicile élu indiqué dans la section précédente doit correspondre à l'adresse du mandataire désigné ci-dessous.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

APPENDICE C

CATÉGORIES D'INSCRIPTION

Catégories

Indiquez, en cochant la case pertinente, les catégories dans lesquelles vous demandez l'inscription.

Catégories d'inscription communes à tous les territoires

Dans quelle catégorie de société faites-vous la demande?

- Courtier en placement
- Courtier en épargne collective
- Courtier en plans de bourses d'études
- Courtier sur le marché dispensé
- Courtier d'exercice restreint
- Gestionnaire de portefeuille
- Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint
- Société de gestion

Catégories d'inscription et activités autorisées

- Représentant de courtier
- Représentant-conseil
- Représentant-conseil adjoint
- Personne désignée responsable
- Chef de la conformité
- Dirigeant
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Directeur de succursale (ACCFM)
- Superviseur (ACCOVAM)

Catégories d'inscription particulières à l'Ontario

Dans quelle catégorie de société faites-vous la demande?

- Conseiller financier en placement de produits dérivés
- Conseiller juridique en placement de produits dérivés
- Directeur des placements de produits dérivés
- Négociant-commissionnaire en contrats à terme

Catégories d'inscription et activités autorisées

- Représentant – services-conseils
- Représentant
- Directeur de succursale
- Dirigeant
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Superviseur (ACCOVAM)

Catégories d'inscription particulières au Manitoba

Dans quelle catégorie de société faites-vous la demande?

- Courtier (négociant)
- Courtier (négociant-commissionnaire en contrats à terme)
- Courtier (négociateur en bourse)
- Conseiller

Catégories d'inscription et activités autorisées

- Négociateur en bourse
- Courtier en bourse
- Vendeur
- Directeur de bureau régional
- Conseiller
- Dirigeant
- Administrateur
- Associé
- Superviseur (ACCOVAM)

Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières – Renseignements supplémentaires**Catégories d'autorisation**

- Dirigeant
- Administrateur (hors secteur)
- Superviseur
- Investisseur
- Représentant inscrit
- Représentant en placement
- Négociateur

Personnes désignées

- Chef de la conformité
- Chef des finances
- Personne désignée responsable
- Responsable désigné des contrats d'options
- Responsable désigné des contrats à terme et options sur contrats à terme

Activités de négociation

- Non négociant
- Titres de participation
- Options
- Contrats à terme
- Organismes de placement collectif seulement
- Gestion de portefeuille
- Gestion de portefeuille (supervisée)

Type de compte

- Clientèle de détail
- Clientèle institutionnelle
- Sans objet

APPENDICE D
DÉMISSIONS ET CONGÉDIEMENTS

a) Pour chaque infraction à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite qui vous est reprochée, veuillez indiquer ci-dessous les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement pour un motif valable.

b) Pour chaque omission de superviser la conformité à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite qui vous est reprochée, veuillez indiquer ci-dessous les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement pour un motif valable.

c) Pour chaque fraude ou vol qui vous est reproché, veuillez indiquer ci-dessous les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement pour un motif valable.

APPENDICE E
NOUVELLE SOCIÉTÉ PARRAINANTE ET AUTRES ACTIVITÉS
PROFESSIONNELLES OU EMPLOIS

[Version en ligne]

Cochez cette case si vous êtes employé par votre nouvelle société parrainante. Sinon, vous devez indiquer le nom et l'adresse de la société :

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : _____

Indiquez les fonctions que vous exercez ou comptez exercer auprès de votre société parrainante.

Décrivez tout autre emploi ou activité professionnelle ayant trait à cette entreprise ou à cet employeur, qu'ils se rapportent ou non aux placements. Précisez la nature de l'entreprise, vos fonctions, la date de commencement, votre titre ou votre relation avec l'entreprise (notamment les postes d'administrateur ou de dirigeant).

Indiquez le nombre d'heures par semaine que vous consacrerez à ces activités professionnelles :

Cochez cette case si vous travaillez plus de 30 heures par semaine auprès de votre société parrainante. Sinon, veuillez expliquer pourquoi vous travaillez moins de 30 heures par semaine auprès de votre société parrainante.

Déclarez tout risque de confusion chez les clients et tout risque de conflit d'intérêts découlant des activités que vous vous proposez d'exercer comme personne inscrite auprès d'une ou de plusieurs sociétés parrainantes (du même groupe ou non) et de l'autre entreprise décrite ci-dessus (indiquez si cette entreprise est inscrite à la cote d'une bourse). Indiquez si la société a des procédures pour réduire les risques de conflits d'intérêts et confirmez que vous les connaissez.

[version imprimée]

Veuillez fournir les renseignements suivants sur votre nouvelle société parrainante :

Adresse du siège :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : _____

Fonctions que vous comptez exercer : _____

Travaillerez-vous plus de 30 heures par semaine auprès de votre nouvelle société parrainante? Sinon, veuillez expliquer pourquoi :

Travaillerez-vous auprès d'un autre employeur ou exercerez-vous d'autres activités professionnelles? Dans l'affirmative, veuillez fournir les renseignements suivants sur chaque employeur ou entreprise :

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : _____

Fonctions que vous exercez ou comptez exercer : _____

Décrivez tout autre emploi ou activité professionnelle ayant trait à cette entreprise ou à cet employeur, qu'ils se rapportent ou non aux placements. Précisez la nature de l'entreprise, vos fonctions, la date de commencement, votre titre ou votre relation avec l'entreprise (notamment les postes d'administrateur ou de dirigeant).

Indiquez le nombre d'heures par semaine que vous consacrerez à ces activités professionnelles :

Déclarez tout risque de confusion chez les clients et tout risque de conflit d'intérêts découlant des activités que vous vous proposez d'exercer comme personne inscrite auprès d'une ou de plusieurs sociétés parrainantes (du même groupe ou non) et de l'autre entreprise décrite ci-dessus (indiquez si cette entreprise est inscrite à la cote d'une bourse). Indiquez si la société a des procédures pour réduire les risques de conflits d'intérêts et confirmez que vous les connaissez.

APPENDICE F
PROPRIÉTÉ DES SOCIÉTÉS DE VALEURS MOBILIÈRES

Veillez fournir des précisions sur la propriété, notamment la catégorie, le type et le nombre d'actions détenues, ainsi que le pourcentage des voix qui y sont rattachées.